

À Genève, les négociations sur la guerre en Ukraine se soldent par un nouvel échec

Cessez-le-feu Le sommet réunissant les représentants ukrainiens, russes et américains confirme que la paix demeure hors de portée, avec des positions irréconciliables.

Théophile Simon

Encore un sommet pour rien? C'est le sentiment que laisse la rencontre trilatérale entre la Russie, l'Ukraine et les États-Unis qui s'est achevée ce mercredi à Genève sans parvenir à faire avancer le processus de paix. Le négociateur en chef du Kremlin, Vladimir Medinski, a affirmé à la sortie des pourparlers que les négociations «ont été difficiles mais professionnelles» et a assuré «qu'une nouvelle rencontre aurait lieu bientôt». Visiblement frustré, Volodymyr Zelensky a quant à lui accusé la Russie de «faire traîner en longueur» les négociations.

Après Istanbul au printemps 2025, Abu Dhabi début février 2026 et désormais ce sommet de Genève, Russes et Ukrainiens se sont désormais rencontrés trois fois depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Sans aboutir à la moindre avancée. Sur le terrain, la guerre continue de plus belle.

Le problème territorial reste entier

À Genève, les discussions étaient structurées en deux groupes de travail: l'un consacré aux questions militaires, l'autre aux enjeux politiques. Le premier se penchait sur les modalités concrètes d'un éventuel cessez-le-feu, notamment ses mécanismes de surveillance. Selon Volodymyr Zelensky, militaires russes et ukrainiens seraient, sur cet aspect, «pratiquement d'accord sur tout [...] s'il y a une volonté politique».

Or, c'est précisément sur le volet politique que le bât blesse. Le second groupe s'attaquait en effet au cœur du contentieux territorial: le tracé de la future ligne de démarcation entre les deux armées et le sort de la centrale nucléaire de Zaporijia, aujourd'hui sous contrôle russe, mais cruciale pour l'avenir énergétique de l'Ukraine. Les positions restent, ici, irréconciliables.

«La question territoriale est le principal point d'achoppement. Les Russes persistent à exiger que l'Ukraine évacue la partie du Donbass qu'elle contrôle encore, ce qui est inenvisageable pour les Ukrainiens et équivaldrait à un suicide politique pour Zelensky», estime Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur de France en Russie.

Les Ukrainiens sont en revanche prêts à évoquer la création d'une zone démilitarisée dans



Les pourparlers menés durant deux jours au bout du lac n'ont pas débouché sur des avancées concrètes dans le conflit russo-ukrainien. Keystone

«Avant toute concession territoriale, l'Ukraine veut obtenir un engagement clair d'assistance militaire de ses alliés.»

Jean de Gliniasty
Ancien ambassadeur de France en Russie

L'Ukraine sanctionne le dirigeant biélorusse pour son soutien à Moscou

Kiev a sanctionné mercredi le dirigeant biélorusse Alexandre Loukachenko pour son soutien à l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, qui, selon le président Volodymyr Zelensky, est une «assistance» pour tuer des Ukrainiens. «L'Ukraine a mis en œuvre un train de sanctions contre Alexandre Loukachenko et nous allons intensifier fortement nos mesures de rétorsion contre toutes les formes de son assistance au meurtre d'Ukrainiens», a indiqué

la région de Donetsk, où forces ukrainiennes et russes se retireraient chacune d'une portion équivalente de territoire. L'idée progresse dans l'opinion. En mai 2022, 82% des Ukrainiens refusaient toute cession de territoire, selon l'Institut international de sociologie de Kiev. Dans sa dernière enquête, publiée lundi, 40% se disent désormais prêts à abandonner le Donbass en échange de garanties de sécurité solides.

Les garanties de sécurité n'ont pas été évoquées à Genève, tant le sujet est explosif. Elles consti-

tuent l'autre ligne de fracture majeure. «Avant toute concession territoriale, l'Ukraine veut obtenir un engagement clair d'assistance militaire de ses alliés en cas de nouvelle agression russe. Idéalement, Kiev souhaiterait le déploiement de troupes occidentales sur son sol», détaille Jean de Gliniasty.

Poutine reparle de «Nouvelle-Russie»

Cette fois, c'est la Russie qui oppose une fin de non-recevoir. «Les Russes n'en démor-

dront pas. La menace de troupes de l'OTAN en Ukraine est l'une de leurs principales justifications pour leur invasion, affirme l'ex-ambassadeur. Peut-être faudrait-il envisager des troupes de maintien de la paix venues d'autres pays, comme la Turquie ou l'Asie.»

Il semble toutefois improbable que des Casques bleus issus de pays en développement suffisent à rassurer les Ukrainiens, d'autant que Vladimir Poutine renoue avec un langage impérialiste.

«Entre août et novembre, les déclarations russes laissaient entendre que Moscou pourrait se contenter des territoires ukrainiens déjà occupés et de la reconnaissance du russe comme langue officielle. Mais lors de son déplacement en Inde, en novembre, Vladimir Poutine a remis sur la table l'idée d'une «Nouvelle-Russie», un territoire fantasmé s'étendant jusqu'à Odesa, note Jean de Gliniasty. Manifestement, il envisage d'avancer ses chars plus loin encore, pour transformer l'Ukraine en pays enclavé. Cette rhétorique bouleverse l'équation.» Le suspens du prochain sommet reste entier.

Zelensky dans un communiqué. En février 2022, les troupes russes avaient lancé leur invasion à grande échelle de l'Ukraine en s'élançant en partie de la Biélorussie voisine, notamment pour tenter de s'emparer de la capitale Kiev. Moscou a aussi déployé divers équipements militaires en Biélorussie, notamment, en décembre dernier, le missile balistique à capacité nucléaire Orechnik, une arme russe de dernière génération. Par ailleurs, Volodymyr Ze-

lensky a accusé mercredi Moscou d'avoir installé en Biélorussie, dans la deuxième partie de 2025, un «système d'antennes relais» permettant à l'armée russe d'augmenter «les capacités» de ses attaques de drones dans le nord de l'Ukraine. «Les Russes n'auraient pas pu mener à bien certaines de ces attaques, notamment contre les installations énergétiques et les voies ferrées de nos régions, sans cette aide de la Biélorussie», a affirmé le président ukrainien. (AFP)